

Dettes, Sida, guerre civile

Par delà les handicaps, le souffle d'une renaissance

Les guerres, la dette extérieure et la pandémie de VIH/SIDA sont parmi les fléaux qui rongent les systèmes éducatifs africains. Avec la plus forte croissance démographique du monde (2,6 %) et le taux d'urbanisation le plus rapide (4,3 %), l'Afrique est un problème sérieux pour le projet d'éducation pour tous.

Dix pays africains seulement sont sur la bonne voie pour atteindre les objectifs fixés après la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous de 1990. Heureusement, l'Afrique s'attelle énergiquement à la recherche de ces solutions, avec esprit d'innovation, optimisme et courage.

Comme le reconnaît Kader Asmal, ministre sud-africain de l'éducation, « nous devons trouver des solutions africaines aux problèmes éducatifs africains. » Le continent a connu certains progrès notables.

Des pays comme le Cap-Vert, le Malawi, Maurice, l'Afrique du sud et le Zimbabwe ont atteint des taux de scolarisation dans le primaire de 90 % ou plus. En deux ans, grâce à des mesures d'éducation gratuite, l'Ouganda a plus que doublé le sien. Et si 42 millions d'enfants d'âge scolaire primaire sont encore privés d'école en Afrique subsaharienne, il y a tout de même 17 millions de scolarisés de plus par rapport à 1990.

L'écart demeure entre garçons et filles, mais certains pays mènent des politiques favorisant celles-ci : dans les zones rurales du Bénin, l'accès à l'éducation est gratuit pour les filles et l'Erythrée a formé 300 maîtresses afin de les attirer à l'école. Un grand poids grevant les budgets éducatifs africains est celui de la dette extérieure. Trente des quarante-deux pays les plus endettés du monde se trouvent en Afrique.

Le continent verse actuellement un service de 13 milliards de dollars EU par an, quand 3 milliards seulement suffiraient chaque année pour financer l'éducation primaire pour tous. Certains pays se saignent pour payer les intérêts de leurs emprunts. Plus de 69 % des cas de sida dans le monde se trouvent en Afrique subsaharienne, selon Peter Piot, directeur exécutif d'ONUSIDA. Le virus est aujourd'hui présent chez 23 millions d'Africains. Des soins novateurs et des programmes de soutien existent, mais avec 13 millions d'orphelins du sida prévus d'ici la fin de 2000, ces efforts, même ajoutés aux soins traditionnels dispensés par les communautés, ont de fortes chances d'être submergés. Il faut des mesures énergiques. Rien qu'en 1998, 1 300 maîtres sont morts du sida en Zambie et les décès d'enseignants ne sont plus compensés par l'arrivée de nouveaux diplômés. L'impact psychologique de la maladie et de la mort est grand sur les maîtres et les élèves : ses effets à long terme sur l'éducation ont de quoi inquiéter. « Le plafond est criblé de trous de balles et lorsqu'il pleut, je ne peux pas faire la classe », se plaint Thea Uwimbabazi, un enseignant rwandais. Dans cette région, l'escalade de la guerre depuis dix ans a ravagé l'éducation. Les guerres internationales ou civiles font rage dans un tiers des quarante-cinq pays de l'Afrique subsaharienne. Conséquence, le continent accueille près d'un tiers des réfugiés du monde. Les pays livrés à la guerre civile, comme la Somalie, l'Angola et la République centrafricaine, ont vu se détériorer leurs systèmes d'éducation formelle.

Enseignants et élèves déplacés, bâtiments scolaires endommagés ou détruits, pillage des matériels et des équipements éducatifs, font partie du lot quotidien. Mais tout n'est pas sombre en Afrique. « Grâce au nombre sans précé-

dent de réformes entreprises ces dix dernières années, l'éducation est maintenant un sujet de conversation dans les bus et les cafés, » se félicite Gabriel Mharadze Machinga, ministre de l'éducation du Zimbabwe.

« L'Afrique n'a plus qu'à montrer sa détermination et passer à l'action. » Vingt-cinq initiatives récentes et réussies, recensées par l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), illustrent cette volonté d'engagement, d'innovation et d'ac-

tion. C'est sans doute pourquoi on parle d'un nouvel optimisme africain, voire même d'une renaissance africaine, selon les termes du président de l'Afrique du sud, Thabo Mbeki : « Nous sommes en train de nous libérer, et vivons maintenant dans des univers mentaux que nous avons nous-mêmes créés, pour notre progrès et notre prospérité. »

Monde Arabe

Les grandes disparités d'une nation

Les vingt et un Etats arabes, avec les Territoires autonomes palestiniens, ont en commun une langue et une culture, et le sentiment d'appartenir à la même nation. S'agissant de performances éducatives, cependant, la ressemblance s'arrête là.

Du fait de niveaux de développement disparates, le tableau de l'éducation dans la région est comme une mosaïque richement colorée, mais dont il manquerait des pièces. Certaines sont belles et vermissées, là où le développement éducatif a rempli ses promesses, comme au Koweït ou au Liban. D'autres ont besoin d'être restaurées, là où l'école a souffert de la guerre ou de la récession, comme en Irak, en Somalie, au Soudan ou au Yémen.

Les Etats arabes ont le plus fort pourcentage d'enfants de moins de 15 ans du monde. Dix millions d'entre eux, soit 25 % des enfants de la région, ne connaissent pas l'école. Si on ne veut pas qu'ils deviennent les adultes analphabètes de demain, il faut les éduquer de toute urgence.

Il y a aujourd'hui 67 millions

d'analphabètes, à des degrés divers – de 5,5 % au Liban à 53 % en Mauritanie. Quant au taux d'alphabetisation des femmes, estimé à 50 % (contre plus de 70 % pour les hommes), il accuse un grand retard par rapport aux autres régions.

Le rôle des femmes dans la société civile est du même coup réduit. Quelque 25 % des femmes arabes travaillent, et 4 % participent à la vie politique. Dans d'autres régions du monde en développement, elles sont respectivement 39 % et 10 %.

Près de la moitié des pays de la région n'ont pas encore ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Ce mépris de leur droit freine l'éducation des filles et la progression des femmes.

Certains pays surmontent pourtant leurs tabous culturels. Jordanie, Liban et République arabe syrienne ont donné un coup de fouet aux taux d'alphabetisation des femmes, grâce à des politiques lancées au cours des dix dernières années.

« Cela ne s'est pas fait en un jour,

pendant, » souligne Victor Billeh, du bureau de l'UNESCO à Beyrouth. « Pour lutter contre l'analphabétisme, il faut un programme d'action et un suivi régulier. Mais les résultats sont là. » Et, ajoute-t-il, des facteurs comme la démocratisation de la vie publique, la liberté de la presse et le pluralisme médiatique créent les conditions d'une plus grande égalité.

L'éducation de base dans les Etats arabes a fait beaucoup de chemin si l'on considère qu'en 1970, une moitié seulement des enfants d'âge scolaire primaire de la région était scolarisée : aujourd'hui, ce sont trois enfants sur quatre. Une poignée de pays a presque atteint la scolarisation primaire universelle.

Oman, où n'existait pas de système éducatif avant 1970, a un taux de scolarisation primaire d'environ 85 %. Les Emirats arabes unis, les Territoires autonomes palestiniens, la Jamahiriya arabe libyenne, la Jordanie et l'Iraq ont fait de grands progrès, tandis que la Mauritanie, qui comme Oman est partie de presque rien, présente un taux de croissance éducative élevé.

Djibouti est à la traîne, avec un taux de scolarisation de moins de 40 %. Environ 70 % des filles d'âge scolaire primaire sont scolarisées. L'écart entre garçons et filles dépasse les 9 points de pourcentage. Le Yémen offre l'écart le plus large, avec seulement 33 % de filles scolarisées contre 73 % de garçons.

Des programmes en cours en Egypte, au Maroc, au Soudan, en Tunisie et au Yémen ouvrent la voie, amenant l'éducation jusqu'aux filles des zones défavorisées, grâce à des écoles communautaires proches de leur foyer.

Une majorité de pays ne considère pas l'éducation de la petite enfance comme relevant des compétences de l'Etat, en dépit de son efficacité prouvée. La moyenne de la région est inférieure à 15 %. « Même les pays relativement aisés s'en désintéressent, » explique Victor Billeh.

Le Liban est là aussi à la tête des initiatives, de même que le Koweït, avec 70 % de jeunes enfants couverts par les programmes. Les Territoires autonomes palestiniens et le Maroc offrent également une bonne couverture, avec 50 %.

Les conflits en Algérie, en Somalie et au Soudan ont perturbé l'éducation et les sanctions contre l'Iraq ont entraîné des fermetures d'écoles, une perte d'enseignants et des abandons accrus. ●

Europe Amérique du Nord

Exclusion et violence perturbent les programmes

La possibilité pour tous les enfants d'Europe et d'Amérique du Nord de recevoir un enseignement primaire et secondaire n'a pas résolu le problème de l'inégalité d'accès à l'éducation. Et elle n'est plus garante de cohésion sociale.

Tandis que l'Europe occidentale se débat avec des problèmes d'exclusion et d'absence de débouchés éducatifs et professionnels, l'Europe centrale et orientale voit fondre ses ressources éducatives et dépérir le système d'éducation gratuite autrefois garanti par l'Etat.

L'analphabétisme fonctionnel, sorte de « face cachée de l'iceberg », est sans doute l'illustration la plus éloquent des échecs de l'éducation de base dans la région. Sue Torr, « dame de cantine » au Royaume-Uni, se souvient d'avoir tenté de cacher qu'elle ne savait ni lire ni écrire : « Un jour, ma belle-mère m'a dit : « Sue, qu'est-ce qu'il y a ce soir à la télé ? Tu peux regarder dans le journal ? » J'ai fait semblant de lire. « Il n'y a pas grand-chose », lui ai-je dit.

Suite page 8